

Adapter le marché unique européen à l'ère de la concurrence géopolitique

1 Le marché unique européen

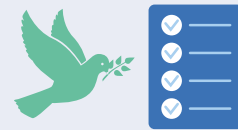
MISE EN PLACE



Vise à intégrer les marchés nationaux dans un marché unique au niveau européen



Fondé sur les « quatre libertés ».

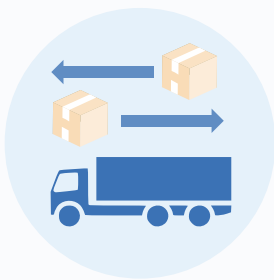


Exige l'élimination des obstacles par l'harmonisation des règles et l'établissement de normes communes à l'échelle de l'UE

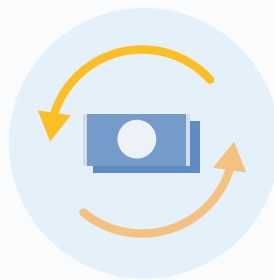


S'accompagne de politiques d'accompagnement visant à garantir un marché équitable, durable et cohérent.

Quatre libertés



Libre circulation des marchandises



Libre circulation des capitaux



Libre circulation des services



Libre circulation des personnes

Réduction des obstacles grâce à l'harmonisation des règles et à l'établissement de normes européennes communes

Exemples



Directive de l'UE coordonnant les systèmes de sécurité sociale :

- Garantit que les travailleurs de l'UE ont accès aux mêmes prestations sociales que les ressortissants nationaux
- Donne à tous les travailleurs de l'UE la possibilité de cumuler les droits sociaux acquis dans différents pays.

Directive européenne sur la sécurité des jouets :

- Définit les critères de sécurité auxquels les jouets doivent répondre avant de pouvoir être commercialisés dans l'UE.



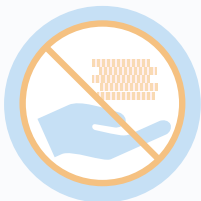
Normes d'émission de l'UE pour les voitures :

- Fixent les émissions maximales de CO₂ pour les véhicules à moteur commercialisés dans l'UE.

Des politiques d'accompagnement pour garantir un marché équitable, durable et cohérent

La politique de concurrence de l'UE

- Limite la capacité des gouvernements nationaux à fournir un soutien financier aux entreprises nationales (« règles relatives aux aides d'État »)
- Sanctionne certaines pratiques commerciales qui faussent la concurrence (telles que l'abus de position dominante ou certaines fusions d'entreprises).



La législation sociale de l'UE

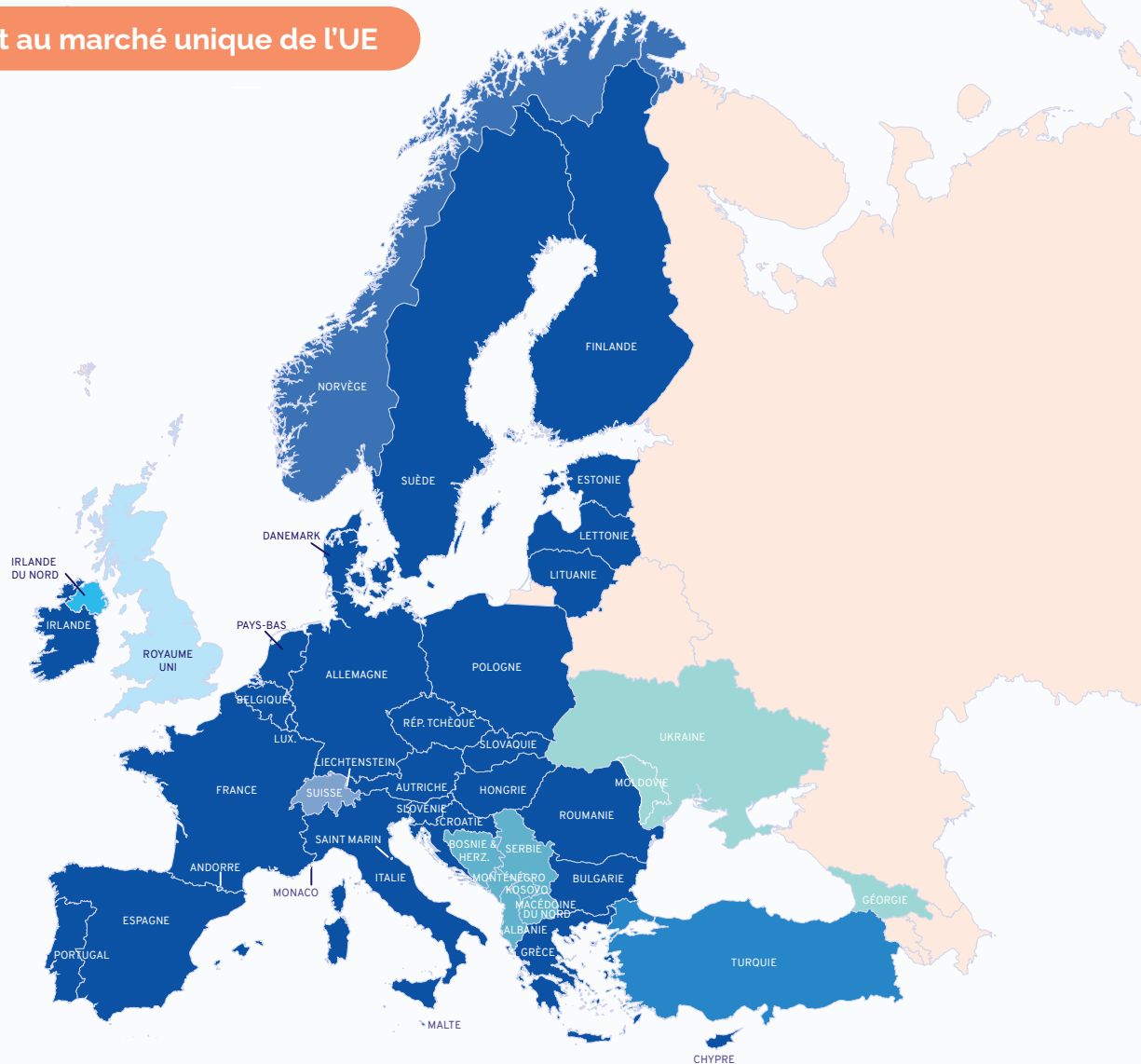
- Fixe des droits sociaux minimaux pour tous les travailleurs et citoyens de l'UE.



La politique de cohésion de l'UE

- Veille à ce que l'élimination des obstacles n'entraîne pas de déséquilibres territoriaux majeurs en favorisant un développement harmonieux de l'UE.





Marché unique et intégration profonde :

- UE27
- Espace économique européen
- Accords bilatéraux

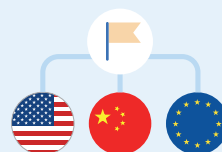
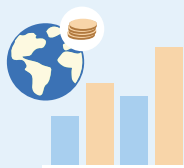
Intégration partielle ou superficielle :

- Protocole de l'Irlande du Nord
- Accords de stabilisation et d'association
- Accords de libre-échange approfondis et complets
- Les accords bilatéraux d'union douanière
- L'accord de commerce et de coopération UE - Royaume-Uni

2

Le marché unique européen dans un monde en mutation

Le poids du marché unique dans le monde a considérablement changé depuis sa création

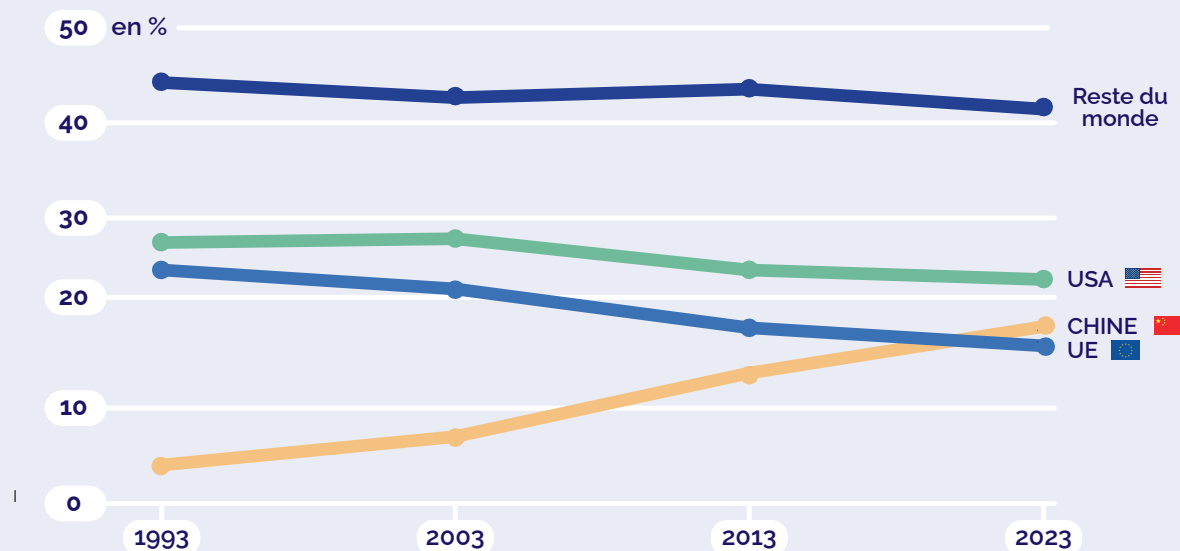


Après les États-Unis, la Chine est devenue le principal concurrent mondial de l'UE.



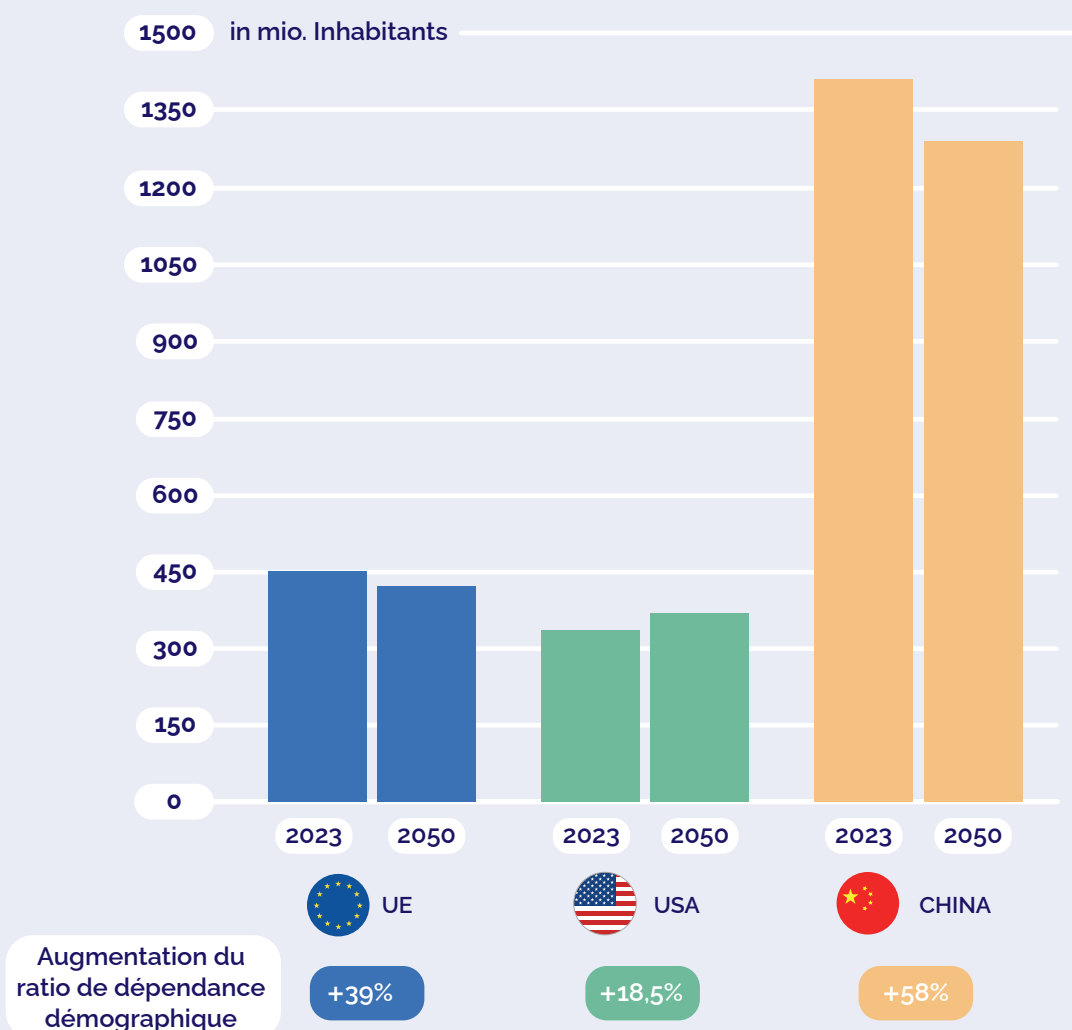
L'économie européenne est confrontée au défi du déclin démographique et du vieillissement.

Part de l'UE dans l'économie mondiale (% du PIB)



Source : Banque mondiale : Indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale (PIB en milliards de dollars constants de 2015)

Évolution et vieillissement de la population jusqu'en 2050



Source : Banque mondiale : Estimations et projections de la population | DataBank Estimations et projections de la population

Le marché unique - Un travail en cours sous une pression croissante

Le marché unique européen n'a pas été complété depuis sa création :



→ Certains domaines politiques sont restés largement nationaux :



Finance



Communications électroniques



Énergie

→ Dans certains domaines politiques, l'intégration a été lente :



Prestation transfrontalière de services

De nouveaux défis se posent pour le fonctionnement et l'intégrité du marché unique.

→ La concurrence géopolitique a conduit à des politiques industrielles plus actives en Europe, mais les régimes nationaux d'aides d'État créent des risques de fragmentation.



Le Rapport Letta : Un ensemble d'initiatives pour renforcer le marché unique de l'UE à l'ère de la concurrence géopolitique

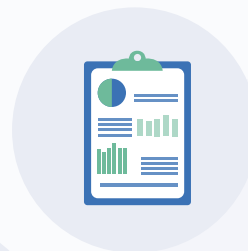
Une **politique industrielle européenne** dynamique et efficace basée sur de nouvelles règles de concurrence.



Poursuite de l'harmonisation de la fiscalité dans l'UE.



Un plan d'action pour garantir un accès **abordable** aux services publics d'intérêt général dans tous les territoires, garantissant à tous les citoyens la « liberté de rester ».



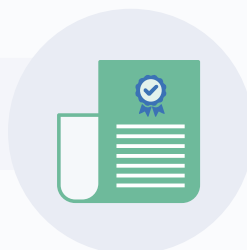
Des investissements pour accélérer les **interconnexions** dans le domaine des transports et de l'énergie.



Une « **Union européenne de l'épargne et de l'investissement** » pour pouvoir conserver toute l'épargne privée européenne en Europe et la canaliser pour soutenir la transition verte et numérique.



Simplification et application plus cohérente des règles du marché unique.



Un « **28^e régime** » en matière de **droit des sociétés** - un code des affaires à l'échelle de l'UE qui faciliterait la croissance et l'attraction des investisseurs.



Une **cinquième liberté** pour la recherche, l'innovation, la connaissance et l'éducation afin de remédier à la fragmentation actuelle des efforts de recherche en Europe et de favoriser la circulation des connaissances et des données.

